

nir de toute espèce de démonstration, éviter soigneusement toute occasion de conflit, se tenir sur la défensive, et être prêts à toute éventualité." Après s'être plaint, en termes amers, de la mollesse du gouvernement, il ajoute : "Malgré les dénégations d'O'Connell, il est évident, d'après l'attitude du clergé catholique, que l'agitation a pour but d'anéantir le protestantisme." Il faut convenir que quelques catholiques ne justifient que trop ces appréhensions. Cette semaine, par exemple, lord Camoys, à une réunion du *Catholic Institute*, de Londres, se félicitait de voir le schisme du docteur Pusey rapprocher de Rome une fraction de l'église anglicane; et exprimait, d'après O'Connell, l'espérance d'entendre d'ici à peu de temps chanter la grande messe à Westminster-Abbey. Comme le fanatisme religieux fait divaguer un homme de bon sens ! Comment dire sérieusement de pareilles billevesées ! Vous allez voir que l'Angleterre, en tête d'une procession de tous les pays protestans, va bientôt aller se jeter au pied du pape ! Catholiques ou protestans, suivons chacun la religion dans laquelle nous sommes nés ; soyons chrétiens en actions, sans perdre notre temps à ergoter sur la présence réelle. Dieu n'est-il pas partout, ne remplit-il pas l'immensité de la magnificence de ses œuvres ? Les catholiques comme lord Camoys, ont un zèle bien compromettant pour l'Irlande.

Le gouvernement continue à prendre dans ce pays des précautions extraordinaires. On pousse, avec activité, la mise en état des forts, on couvre le sol de troupes. La crainte qu'une insurrection n'éclate subitement est si grande, que, dans plusieurs localités, les soldats assistent au service divin avec leurs armes chargées.

La panique est générale dans la presse anglaise. Le *Morning Chronicle* qui s'est obstiné longtems à méconnaître la gravité de l'agitation, convient maintenant que le moment approche où O'Connell sera débordé par son parti. Nous ne faisons que répéter cela depuis quelques semaines. Le *Times* persiste dans son opinion, à savoir que la guerre civile surgira inmanquablement de cette effervescence. Il adjure le ministère de prendre des mesures énergiques, il le rend responsable envers les maux qui peuvent arriver. "Malheur à ceux, dit-il, sous les yeux desquels cette guerre civile s'allume, si leur énergie n'est pas à la hauteur des circonstances !"

En présence de cette unanimité d'opinion, il se trouve pourtant quelques optimistes qui se font illusion sur l'issue probable de cette crise. De ce que l'agitation n'est pas encore arrivée à l'état de rébellion ouverte, ils en concluent que le danger est passé, et que l'orage populaire se dissipera bientôt. Ils se méprennent singulièrement, selon nous, sur la gravité de la situation. Si les griefs des Irlandais dataient d'hier ; s'ils étaient moins bien fondés qu'ils ne le sont réellement ; si O'Connell était moins habile, moins audacieux ; si le fanatisme religieux n'empoisonnait pas les plaies politiques ; peut-être serait-il permis d'espérer que cette flamme volcanique qui jette aujourd'hui sur l'Irlande ses sinistres clartés, s'éteindrait bientôt faute d'aliment, et, pour nous servir de l'expression vulgaire, finirait comme un feu de paille. Mais lorsqu'un peuple est traité en pays conquis ; qu'une insolente minorité, enrichie des dépoüilles des vaincus s'acharne à continuer l'œuvre séculaire de la persécution civile et religieuse ; qu'une misère abjecte, navrante, inouïe, met le comble à toutes ces iniquités ; qu'un tribunal électrise du souffle de sa parole, sept millions d'individus ayant sucé avec le lait la haine du "Saxon" et du protestantisme, est-il vraisemblable, est-il selon le sens commun, de supposer que ces terribles causes puissent ne pas avoir tôt ou tard de terribles effets ?

Tant que l'Angleterre a eu suffisamment de travail à donner à ses ouvriers, tant que leur bien-être matériel n'a reçu aucune atteinte, elle a été sans grande inquiétude sur le mécontentement des Irlandais. Elle les a bravés, opprimés, comprimés tout à son aise. La population, heureuse et satisfaite de son sort, ne songeait pas à s'agiter. Le gouvernement puisait sa sécurité dans ce calme, et en imposait à l'Irlande. Mais, pour être toujours impunément injuste, il faut toujours être fort. Dès qu'on faiblit un peu, la révolte lève sa tête menaçante. L'Angleterre fournit aujourd'hui une preuve de cette proposition essentiellement vraie dans tous les tems et dans tous les lieux. Cette puissance ayant perdu le monopole de l'industrie et du commerce, a vu son revenu diminuer d'année en année. Les ouvriers réduits à la mendicité par le manque d'ouvrage sont venus empirer la situation financière, puisqu'il a fallu augmenter la taxe des pauvres pour les maintenir. Ce malaise croissant a donné lieu aux dissensions intestines, à mis en jeu plusieurs agens de dissolution sociale. Les Chartistes ont essayé de détruire violemment l'ordre de choses actuel ; les Socialistes cherchent à le transformer au moyen d'un matérialisme abrutissant ; l'*Anti-Corn Law League* ébranle les fondemens de l'édifice aristocratique ; en Ecosse, le presbytérianisme se divise contre lui-même, se scinde en deux fractions ; une secte née à l'université d'Oxford, cette pépinière du protestantisme, inclinant fortement du côté de la papauté, vient de bigarrer d'une couleur nouvelle la mosaïque morale où s'épandent les innombrables dissidences religieuses de la nation ; et enfin O'Connell profitant de ces divisions, et de la faiblesse qui en est la conséquence, est prêt à passer le Rubicon pour affranchir son pays du joug de l'Angleterre. C'est ainsi que la cause première, c'est-à-dire le mauvais état du commerce et des finances a produit ou aggravé les difficultés de la situation actuelle. Il en est toujours ainsi. Le déficit, en France, a avancé l'époque de la révolution.

—Le *Dublin Evening Mail* annonce que les partisans du rappel de l'U-

nion se proposent de faire pénétrer leurs idées dans l'esprit des soldats irlandais incorporés dans l'armée britannique, afin de les gagner à leur cause. Il signale ce fait aux autorités civiles et militaires, et les invite à se tenir sur leurs gardes. Au mois de janvier 1840, il y avait dans l'armée britannique 51,550 Anglais, 15,239 Ecossois, 41,218 Irlandais. La disproportion comme on le voit, est grande entre les Irlandais et les Ecossois.

—L'*Allene Sentinel* rapporte que les évêques catholiques d'Irlande, croyant que la paix et la tranquillité de leur pays dépendent de la vie de M. O'Connell, ont pris la résolution de donner des ordres au clergé pour qu'il soit fait des prières publiques pour la santé et la prospérité du libérateur.

—On écrit de Londres à l'*Evening-Post*, de Dublin, que le grand armement naval sur les côtes de Dublin, n'a pas pour but de réprimer le mouvement de l'Irlande en bombardant quelques ports du pays, mais bien de surveiller les évènements de la Péninsule.

Sir R. Peel a saisi l'occasion du mouvement en Irlande pour faire ses préparatifs sans exciter les soupçons du continent.

—Le *Morning-Post*, journal publié à Londres, passe en revue les points divers par où est menacée l'Angleterre et dit :

"Jamais à aucune époque de l'histoire de la Grande-Bretagne les ministres n'eurent plus besoin de montrer qu'ils possèdent les hautes qualités d'hommes d'état. De tous côtés le pouvoir impérial est menacé.

La force physique s'organise en Irlande pour le rappel de l'union. En Angleterre, les manufacturiers de mauvaise foi visent au renversement de toutes les lois qui protègent les classes laborieuses. En Ecosse, une grande partie du clergé se sépare de l'Eglise établie. Au Canada, un corps législatif vient de se former ; par son action, il restreint le pouvoir du parlement impérial, et affecte ainsi les intérêts industriels de la mère-patrie. Eh bien ! qu'on laisse marcher les faits encore un peu et le monde pourra tirer une leçon profitable de la vue d'un vaste et puissant empire qui marche à sa ruine."

FRANCE.

—On annonce que le prince de Joinville doit être nommé contre-amiral, aussitôt son retour en France.

Il avait refusé ce grade il y a un an, parce qu'il aurait été obligé d'abandonner le commandement de sa frégate.

—Son frère le duc d'Aumale ne tardera pas à rentrer en France. Mais on dit qu'il retournera en Afrique vers le printemps 1844.

—Depuis quelque tems les émigrations du nord de l'Europe pour les Etats-Unis d'Amérique affluent avec recrudescence dans notre port. La 2^e semaine de juin, dans le court espace de trois jours, deux mille émigrants ont quitté le Havre, emportant, avec leurs familles, un fonds d'instrumens de travail. Une particularité, jusqu'ici sans exemple, signale ce nouveau flot de pionniers ; ce ne sont plus seulement les paysans de l'Alsace, de la Suisse et des pauvres Etats situés au nord de la France qui s'expatrient pour courir après le bien-être ; les quais sont couverts d'une autre population émigrante, dont les costumes pittoresques, les physionomies étranges excitent la curiosité et arrêtent les regards des passans. Ce sont des habitans du fond de la Norvège, arrivés par la voie économique de la navigation, et qui, après avoir franchi du Nord au Sud onze degrés de latitude, viennent faire escale au Havre pour s'y embarquer, et de là faire voile vers des climats plus favorisés. Plusieurs troupes, au nombre de plus de six cents hommes, femmes et enfans, ont déjà passé par cette ville, et presque chacun de ces bâtimens norwégiens que la saison y amène en apporte quelques-uns. *J. du Havre.*

ALGERIE.

—A Alger, d'après des nouvelles du 5, l'enlèvement du muphti Sidi Mustapha Ben Mouhamed-el-Khuli, le dignitaire le plus élevé du culte mahométan en Algérie, a produit une certaine sensation.

Une affiche, en langue arabe, placardée sur tous les murs d'Alger, a fait connaître en ces termes, la mesure qui l'a frappé :

"Apprenez que le scheick muphti Maleki est destitué et exilé dans l'île de France, voisine de Toulon, et nommée l'île Ste-Marguerite, pour avoir désobéi aux ordres du puissant visir de la guerre. Le scheick el Messid (chef du collège) de la grande mosquée, Sidi Ahmed Ben Achor, est aussi destitué et exilé, comme le muphti, et pour les mêmes motifs. Le gouvernement veut faire du bien aux Musulmans et respecte leur religion. Il désignera incessamment, parmi les corps des savans, un successeur au muphti, et le dignitaire sera payé aux frais de l'état."

Sidi-Ahmed-Ben-Achor est le neveu de Sidi-Mustapha ; chef des écoles de la grande mosquée, il s'était opposé, ainsi que son oncle, à ce que l'on y apprît la langue française aux fils des Arabes. On se demande si c'est à cause de cette résistance qu'ils ont été atteints par cette mesure, ou si cette résistance n'est qu'accessoire auprès des préventions graves qui ont résulté de la découverte de papiers compromettans.

RUSSIE.

—On parle de nouveau d'un voyage que l'empereur Nicolas ferait en Pologne. Aura-t-il lieu avant ou après l'excursion que ce souverain doit faire dans ses provinces méridionales ? c'est ce qu'il n'est pas encore possible de préciser. Quoiqu'il en soit, il paraît que des réformes importantes seront faites dans le mode d'administration du royaume de Pologne, et que ces nouvelles mesures, tout en améliorant la situation de la noblesse, tendront également à favoriser les commerçans. L'état de stagnation dans lequel se trouvent aujourd'hui les affaires, semble en effet, réclamer de prompts remèdes.

(1) Il est évident que nous ne prenons pas la responsabilité de ces paroles.—N.R.M.